

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22022 - 81ÈME ANNÉE

Communiqué du Parti communiste réunionnais

Le PCR et le premier tour des Municipales 2026 à La Réunion



Le PCR analyse le 1er tour des municipales 2026 à La Réunion : malgré une participation en hausse, plus de 40 % d'abstention traduisent l'impasse du système néocolonial et les inégalités. parmi ceux qui ont voté L'avantage des maires sortants est renforcé par le poids financier des communes. L'abstention importante a empêché l'élection au premier tour de sortants crédités de plus de 50 % des suffrages qui ne dépassent pas 25 % des inscrits. Le PCR rappelle des priorités pour les tractations précédant le 2e tour : éradiquer la pauvreté d'ici 2030, réussir la transition écologique et renforcer la démocratie locale.

Le premier tour des Municipales est terminé. La participation a progressé mais plus de 40 % des électeurs ont boycotté le scrutin ce qui illustre l'impasse du système néocolonial qui produit chômage, pauvreté, vie chère et absence de perspective autre que la consommation à outrance et la dépendance à l'argent venu de France. La part de cet argent venu de France géré par les Mairies a pesé dans ce scrutin , exagérant la « prime au sortant

» parmi ceux qui ont voté, l'abstention importante a empêché l'élection au premier tour de sortants crédités de plus de 50 % des suffrages qui ne dépassent pas 25 % des inscrits. Quand une collectivité est le premier employeur de son territoire, son chef dispose d'un avantage considérable sur ses concurrents, compte-tenu du chômage et de la pauvreté dans notre pays. Ceci relativise les normes démocratiques de ce scrutin et explique les résultats très favorables aux majorités communales sortantes à de rares exceptions près. Comme d'habitude, les tractations s'engagent pour un deuxième tour. Puissent-elles s'articuler autour de quelques enjeux précis.

Il y a la date butoir des Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (2015-2030) qui a inscrit en priorité numéro une « l'éradication de la pauvreté ». L'année 2030 est au cœur de la mandature municipale qui s'ouvre (2026-2032). Les candidats du premier tour ont exposé les problèmes de l'emploi, du logement et de l'augmentation des prix. C'est l'occasion d'unir toutes les bonnes volontés politiques en faveur d'un calendrier précis pour sortir nos compatriotes de ces situations sociales, économiques et psychologiques intolérables. L'éradication de la pauvreté réduira la dépendance à l'argent venu de France géré par les Mairies et permettra que les élections puissent se dérouler dans notre pays dans des conditions normales pour une démocratie.

Il y a la trajectoire « zéro carbone », à l'horizon 2050, avec un pic de production du CO2 en 2035. A partir

de cette date, le volume de gaz carbonique, à La Réunion, doit décliner drastiquement, avec un calendrier très contraignant. Les enjeux stratégiques sont clairs : 2026-2035 ; 2035-2050. Dit autrement, il faut tout réussir en 25 ans. Durant la mandature 2026-2032, les Maires devront prendre des décisions courageuses, sachant que 90 % de la production carbone relève du transport et de l'énergie. Le système de distribution d'eau encourage une consommation de 180 litres d'eau potable par jour et par personne, c'est la cause d'une crise de l'eau que la sécheresse amplifie, là aussi des décisions courageuses seront nécessaires.

Il y a l'esprit de responsabilité qu'il faut insuffler dans la société réunionnaise, en faisant participer le maximum d'individus, directement aux discussions et décisions qui concernent leur avenir. Le cumul de mandat entre Commune et Intercommunalité doit être revu. Les élections passent et les déceptions s'accumulent jusqu'à voter pour des candidats qui professent des idéologies racistes et fascistes. Compte tenu de la baisse des transferts publics, suite au déficit budgétaire de la France, il est probable que ces élections municipales signent un tournant historique de l'argent facile en abondance.

Bureau de presse du PCR

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Selon une enquête de l'IEDOM

Le surendettement progresse dans les anciennes colonies françaises devenues départements français

Dans les anciennes colonies françaises devenues départements français, le surendettement progresse pour la troisième année consécutive. Derrière les chiffres se cache une réalité sociale brutale : hausse du coût de la vie, précarité et stagnation économique poussent des milliers de familles vers l'impasse financière. Le nombre de dossiers déposés l'an dernier auprès des commissions départementales de surendettement est en hausse de 20 % par rapport à 2024 et de 75 % par rapport à 2015.

La situation sociale continue de se dégrader dans les anciennes colonies françaises devenues départements français. La dernière enquête de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer confirme une tendance inquiétante : le nombre de dossiers de surendettement déposés par les ménages ne cesse d'augmenter.

En 2025, 3 915 dossiers ont été enregistrés auprès des commissions départementales de surendettement dont l'IEDOM assure le secrétariat. Cela représente une hausse de 20 % en un an, soit 659 dossiers supplémentaires par rapport à 2024. C'est la troisième année consécutive de progression, signe que les difficultés économiques s'enracinent dans ces territoires marqués par la domination d'un système : le néocolonialisme.

Certes, le taux de dépôts reste inférieur à celui observé en France : 223 dossiers pour 100 000 habitants de plus de 15 ans, contre 267 en France. Mais derrière ces statistiques se cache une réalité sociale lourde : une part croissante de la population bascule dans l'impasse financière.

L'endettement des ménages concernés continue lui aussi de grimper. La dette médiane atteint 18 048 euros, hors crédit immobilier. Au total, les ménages surendettés cumulent 122 millions d'euros de dettes, soit une augmentation de 26,5 % en un an. Près de la moitié de ces dettes provient de crédits à la consommation, auxquels s'ajoutent les crédits immobiliers (23 %) et les dettes de charges courantes comme les loyers ou les factures impayées.

53 % n'ont aucun moyen de rembourser

Le profil des personnes touchées confirme l'ampleur du malaise social. 45 % vivent seules, tandis que 36 % sont des familles monoparentales, déjà fragilisées par le poids des dépenses quotidiennes. Contrairement aux idées reçues, la majorité des personnes concernées sont actives ou en recherche d'emploi (70 %). Mais travailler ne suffit plus toujours à vivre dignement dans des pays où le coût de la vie reste élevé à cause de la sur-rémunération versée par Paris et les communes à une minorité.

Pus d'un ménage sur deux (53 %) n'a aucune capacité de remboursement. Autrement dit, pour ces familles, l'endettement n'est plus seulement une difficulté passagère, mais une véritable impasse sociale.

Ces chiffres rappellent une réalité souvent dénoncée par les acteurs sociaux : la précarité structurelle dans ces anciennes colonies françaises devenues départements. Tant que les inégalités économiques, le chômage et la vie chère persisteront, le surendettement continuera d'être l'un des visages les plus visibles de la crise sociale qui frappe ces territoires.

M.M.

Oté

In sityassion i doi obliz anou ropanss lo mond

Vintyèm syèk, Lo mond la konète lo tan la libéression nassyonal donk souvan défoi lo tan la lite libéression nassyonal mèm la guèr la libéression nassyonal... Pou dmoune mon zénéression kan i anparl azot la guèr Lalzéri, konm la guèr Vietnam, sa i roprézante kékshoz inportan pou nou.

Figuir azot étan étidyan téi pass pa in zour san lir in zoinal téi anparl la guèr dann Vietnam, la guèr dann la koré sansa ankor la guèr dann lalzéri. Arzout èk sa nou téi suiv bann mouvman libéression kissoi dann l'Afrik, kissoi dann l'Amérik, kissoi ayèr.. Anfin sa té pou dir azot dann tan ma zènèss lémanssipassion bann pèp lété kékshoz i konté, kékshoz inportan.

Pou kossa ? Pars bann pèp kolonizé té apré rotrov zot souvrènté nassyonal apré in mouvman d'dékolonizassion. Donk la souvrènté nassyonal lété kékshoz inportan pou nou bann jenn zétidyan.

Mé ofiramézir nou la komanss konprann lo kolonyalism téi sorte par la porte pou rant par la fénète é sa té in n'afèr i rann anou triss pars nou téi espèr dann fon nout kèr oir bann pèp libéré épi bann péi dévlopé.. Mé néna dann lo mond in bann sityassion i intéroz anou : par égzanp la késtyon lo pèp palèstinien san solission pou d'vré dopi in bon koup de tan.

Mi pouré ankor anparl la sityassion bann shagossien épi la déstrukssion in gran péi konm l'Irak, in n'ot konm l'Iran é lo sor bann gazaoui épi lo péi i apèl Liban... Ni vé ni vé pa mé ni apèrsoi lo mond i marsh tête béssé dann la katastrof pou bann pèp.

Astèr kan ni panss bann guèr d'libéression ni poz anou késtyon konm par égzanp in guèr d'libéression i doi réissir sansa non ?kèl plass pou lo kominism ? Kèl plass pou bann mouvman nassyonal ? si sa i pé ranvèrs lo bann nouvo péi kolonyal é ni apèrsoi na pwin arien lé ékri an avanss é sa i plonj anou kékfoi dann dézèspoir mèm si dann fon nout kèr néna touzour léspoir.

A bon antandèr salu !

Justin